

## **L'UNIVERSITE ENTRE ETAT ET SOCIETE**

*Djamel GUERID*

### **PRESENTATION**

Il est aujourd'hui banal d'affirmer, généralement pour le déplorer, que l'université algérienne n'est plus ce qu'elle était. De la petite institution algéroise à l'usage de la nouvelle élite qu'elle était durant les premières années de l'indépendance, elle s'est transformée en une machine lourde, complexe et tentaculaire.

Le constat de la dégradation est partout le même. L'Université, dit-on, manque d'organisation et de stratégie ; elle n'est pas prise au sérieux par les étudiants ; elle est désertée par les meilleurs enseignants ; elle est suspecte aux yeux des secteurs utilisateurs ; elle n'est pas ou peu reconnue par les universités étrangères ; elle est méprisée par l'élite du pays qui préfère envoyer ses enfants à l'étranger.

C'est que l'Université, comme l'ensemble des autres institutions est le produit d'une histoire plus que trentenaire d'étatisation et de socialisation, l'Etat et la Société s'en disputant le contrôle et l'appropriation.

## I- L'ETAT ET SON UNIVERSITE

### A- LES GRANDES ETAPES

Il est possible de distinguer dans le rapport de l'Etat à l'Université deux périodes très distinctes :

- une période de non intervention et de préservation de l'acquis. Cette préservation est, d'ailleurs explicitement garantie par les accords d'Evian.

- une période de grande directivité marquée essentiellement par la réforme de 1971. Cette réforme correspond à la montée en puissance de la fraction technocratique et dirigiste et par la politique nationaliste et socialisante des grandes nationalisations, du lancement des grands projets d'industrialisation, de la RA, de la GSE etc.

De toutes les fonctions que remplit toute université, c'est la fonction économique seule qui est privilégiée dans cette réforme. Il s'agit de fournir aux secteurs utilisateurs, et en premier lieu aux entreprises industrielles, les cadres dont ils avaient besoin, en quantité et en qualité. La philosophie générale en a été élaborée lors des fameux séminaires Formation-développement (1968, 1970, 1971) et le terrain d'expérimentation en a été le système des Instituts de technologie.

La réforme de 1971 a mis fin à l'autonomie universitaire, organisé la formation autour des disciplines qui deviennent entités administratives ou instituts et met au premier plan la relation formation-poste de travail. Cette conception passablement taylorienne se place aux antipodes de la conception généraliste à l'honneur jusque-là. Elle put fonctionner le temps que dura l'hégémonie de ses promoteurs c'est-à-dire à peine une décennie. Puis comme il arriva aux autres secteurs c'est la bureaucratie qui prit la relève et imprima à tous les secteurs dont l'université son propre mode de fonctionnement.

Ce qui caractérise le fonctionnement de l'Université c'est d'une part l'exclusion des universitaires de la prise de décision stratégique et d'autre part, l'imposition de la gestion politique-policienne, (c'est-à-dire par le clientélisme et le régionalisme et par la pression) ce qui a rendu impossible toute vision et toute démarche stratégique à long terme.

## **B- LE PRIMAT DU QUANTITATIF**

Dans un rapport présenté au Forum des scientifiques algériens (été 1994), La Directrice des Enseignements au Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique parle de la réforme de 1971 comme d'une «*rupture totale avec l'ancien système*» et elle montre «*les bonds importants enregistrés par le nombre des structures universitaires, les effectifs étudiants et enseignants.*» Il est, en effet, légitime d'insister sur ce bon prodigieux qui concerne tout un peuple longtemps tenu à l'écart de l'instruction en général et de l'université en particulier et qui semble prendre sa revanche. La même responsable ne manque pas de signaler ce qu'elle appelle les effets négatifs que n'a pas manqué de générer cette réforme «*notamment une dégradation considérable de la qualité de la formation, l'explosion des effectifs et le développement non maîtrisé des structures et du système de gestion*».

Il n'est pas possible de ne pas observer que dans cette appréciation autorisée sont opposés la quantitatif ("les bonds prodigieux des structures et l'explosion des effectifs") et le qualitatif ("la qualité dégradée de la formation") et que le premier terme est survalorisé alors que le deuxième n'est cité que comme simple effet des bonds prodigieux. Pourtant, cet effet négatif semble annuler toute la positivité de la réforme de 1971 puisqu'une université qui se caractérise par une "*dégradation considérable de la qualité de la formation*" peut difficilement continuer à être dite université.

Ces appréciations pour justes qu'elles soient restent, au niveau des apparences des choses et, de ce fait, elles ne permettent pas une réelle intelligence de ce qu'est l'université algérienne aujourd'hui et par voie de conséquence une correcte intervention sur elle. Ne permettent pas, non plus, cette intelligence, la tendance dominante qui prévaut et qui accorde la primauté au quantitatif parce que plus facilement utilisable et politiquement plus rentable.

## **C-DES MESURES POLITIQUES**

Avec la suppression de l'autonomie de l'Université et la réduction de la résistance des universitaires tout, ou presque; devint permis. L'Université ne s'appartient plus. Elle se met alors à développer une gestion qui se présente souvent moins comme le résultat d'une politique autonome que comme la réponse à des interventions ou pressions extérieures.

C'est, par exemple, cette politique de création débridée d'institutions universitaires sur tout le territoire alors que les conditions minimales n'étaient pas réunies. Cette politique qui prit les apparences de la démocratisation et de l'équilibre régional fut souvent une réponse à des lobbies régionaux et son résultat le plus important fut la création d'universités de seconde zone et l'aménagement de ghettos qui ne peuvent que nourrir et renforcer l'idée régionale dans ce qu'elle a de plus négatif et sont par conséquent extrêmement préjudiciables à la formation de conscience nationale chez les jeunes, futurs cadres régionaux et nationaux.

Par exemple aussi la titularisation de centaines d'assistants pratiquement à l'ancienneté comme pour se débarrasser du problème alors que ce qu'il fallait faire c'était imaginer un système d'incitations et d'encouragements pour permettre à ceux qui étaient intéressés par l'enseignement supérieur de se donner les moyens académiques pour rester à l'université. Cette mesure a eu, en fin de compte des effets négatifs puisque une fois le problème de la garantie de l'emploi réglé, elle a renforcé les assistants dans leur manque d'ambition et la preuve est que très peu d'entre eux ont soutenu leur thèse après.

Par exemple aussi cette équivalence injustifiée octroyée aux diplômés de l'Université de la formation continue précipitant ainsi la dégringolade du niveau universitaire et la crédibilité de ses diplômes alors que c'est la concurrence et l'émulation entre l'UFC et les universités classiques et entre ces dernières elles-mêmes qu'il aurait fallu mettre en avant, ce qui aurait été dans la logique de l'économie de marché.

Par exemple enfin ce "chauvinisme scientifique" qui a fait qu'en quelques années il a été mis fin aux fonctions des coopérants étrangers qui, pour la plupart, occupaient les postes magistraux (de Professeurs et de Maîtres de conférence) au nom d'une algérianisation irréfléchie. Le taux des enseignants de rang magistral chuta brutalement et l'université se coupa de son environnement scientifique international. Les assistants algériens malgré l'abnégation dont ils ont fait preuve ne pouvaient diffuser que ce qu'ils savaient, c'est-à-dire un savoir et un savoir-faire limités. Dès lors le principe de la reproduction de l'élite était atteint.

Ces mesures hautement contre-productives apparaissent toutes comme des réponses à des pressions exercées par des groupes en compétition sociale ou politique ou des événements que l'on pas su gérer et dénotent de l'absence d'une stratégie maîtrisée et crédible de l'enseignement supérieur et dont la victime principale est l'enseignement supérieur lui-même, c'est-à-dire la formation selon les

derniers acquis de la science et de la technologie d'une élite nationale techniquement compétente et culturellement homogène.

L'exemple le plus déplorable en a été cette décision improvisée d'arabisation de l'enseignement des disciplines scientifiques puis son annulation. Tout le monde savait que l'arabisation de l'enseignement secondaire suivait son cours normal et prévisible et tout le monde savait que les premières promotions scientifiques arabisées arriveront à l'université à la rentrée 1993 mais rien n'était fait pour les accueillir c'est-à-dire pour préparer les moyens humains (encadrement adéquat) et les supports pédagogiques (ouvrages) comme si l'échéance pouvait ne pas avoir lieu ou être reportée. Et à la veille de la rentrée c'est dans la plus grande précipitation que l'on fit reproduire des manuels en vigueur en Syrie au niveau inconnu, que l'on tenta de regrouper, dans les pires conditions, des enseignants du supérieur pour les initier à la langue arabe. Le résultat fut une décrédibilisation supplémentaire de l'institution ministérielle, une résistance plus grande à l'arabisation et en fin de compte l'annulation de la mesure et le renvoi du ministre concerné.

#### ***D-DU POUVOIR A L'UNIVERSITE***

Les effets de cette gestion par le politique et ses interférences s'appellent non maîtrise croissante de la machine universitaire qui se met à tourner presque pour son propre compte, une dégradation insupportable des conditions de travail et une "dégradation considérable de la qualité de la formation". Ces difficultés apparaissent sur le plan interne par un retard de plus en plus prononcé de la formation supérieure et de la recherche nationale et sur le plan international par le refus ou les hésitations d'universités étrangères à accorder l'équivalence aux diplômes algériens et par conséquent par une accentuation de la dépendance.

Cette emprise totalitaire du politique politicien sur l'université et l'absence de tout contre-pouvoir de type académique a eu pour résultat de rendre inopérants les critères proprement universitaires de fonctionnement, de compétition et de promotion. Et à l'instar des autres secteurs de la société, le critère du travail perd tout son sens et c'est son contraire (la magouille) qui prime. Et ce n'est ni la qualité scientifique ni la performance pédagogique qui sont visées mais ce qui est visé en priorité c'est l'accession à des postes et des niveaux qui rendent possibles la participation au partage du butin. Les critères de

base deviennent alors la parenté ou le clan ou la région ou la clientèle par rapport à des centres de pouvoir officiels ou occultes. N'ont alors plus rien d'académiques les critères de nominations aux postes de décision dans les universités. Dans ces conditions ce n'est pas le poste scientifique ou pédagogique qui est recherché mais le poste administratif. C'est le Sésame qui ouvre l'accès aux produits rares comme les logements ou les terrains, les missions ou stages à l'étranger c'est-à-dire à la devise.

Ne disposant pas de la légitimité académique, ces indus-promus ne sont pas acceptés par leurs collègues. Cette non légitimité et ce rejet joint à une ambition personnelle forte les poussent à coller de plus en plus étroitement au centre du pouvoir responsable de leur promotion. Dès lors, ils ne disposent plus du temps -la compétence, ils ne l'avaient déjà pas, de s'occuper de l'université. Gérer l'université ce n'est ni leur volonté ni leur intérêt. En effet gérer c'est prendre du temps, c'est faire des choix, prendre des décisions, arbitrer entre tendances contradictoires. Or une décision ou un arbitrage ont toujours nécessairement un effet négatif sur quelqu'un qui peut crier à l'injustice ou à l'arbitraire et qui, surtout, peut se trouver lui-même dans un clan qui peut se mobiliser pour lui, ce qui peut "gêner" ou contrecarrer le responsable dans ses ambitions de promotion.

Le manque de compétence et de temps, le calcul politicien et le désir de promotion font qu'il y a absence de fait du capitaine et l'institution n'est pas gérée, ce qui donne des appétits aux petits chefs qui veulent devenir grands sous prétexte que ce sont eux qui, dans les faits, font "tourner" l'université mais surtout crée la démobilisation au sein du corps universitaire. L'Université devient une institution immobile ; elle est bloquée.

Cette absence de fait du premier responsable dans la gestion de l'université et dans la prise de décision est "compensée" et recouverte par une omni-présence de ce même premier responsable sur le champ médiatique et dans la "société du spectacle". Cette présence répétée et parfois renforcée par une caméra complice fonctionne selon le système de la publicité : Travaillant sur le subconscient, elle est destinée à transformer en vérité de base ce qui n'est que l'illusion du travail et de la gestion et surtout de transmettre un message codé aux décideurs nationaux. Mais ce système ne peut être rentable qu'en l'absence de tout message venant en sens contraire, c'est-à-dire, pouvant démentir ou relativiser le premier. C'est pour cette raison que sont particulièrement craints tous les mouvements de mécontentement ou pire de grève surtout des étudiants du fait de leur trop grande visibilité.

Et pour les juguler, c'est la politique des promesses ou de l'acceptation de revendications dont l'objectif toujours le même est d'assouplir encore et encore les modalités d'examination et de contrôle, ce qui précipite encore plus la dégradation du niveau général des études. Et c'est la fuite en avant.

## II-LA SOCIETE ET L'UNIVERSITE

Dans cette mutation de l'Université, il n'y a, évidemment pas que l'action de l'Etat qui, souvent a été surestimée à la fois par les théoriciens et par les politiques. Il faut dire, à ce propos, que la problématique de l'Etat et des appareils idéologiques d'Etat, par son caractère unilatéral pousse à faire l'impasse sur la société qui apparaît moins comme un acteur que comme un corps passif sur lequel s'exercent des actions. Il faut critiquer également la croyance et la prétention des politiques pour lesquels l'Etat est le grand démiurge et qui, donc, surestiment les effets de ses actions sur la société et de manière générale son emprise sur elle.

En vérité la société intervient également quoique plus souterrainement soit de manière autonome et pour son propre compte soit en détournant, à son profit, les actions initiées par l'Etat.

En fait, pendant toute une période, tout se passait comme si la société se contentait d'observer, vis-à-vis de l'université, une attitude d'attente et d'expectative. Mais après avoir campé à ses portes, elle a fini par "violer ses franchises", y pénétrer et en prendre progressivement possession. Cette prise de possession est, en fait, contemporaine de la ré-appropriation par la société d'autres espaces comme l'entreprise, l'hôpital, la rue, les loisirs.

Cette entrée s'est faite par la brèche ouverte par la politique dite de décentralisation et d'équilibre régional consécutive, en particulier, à l'action exercée par des lobbies régionaux. Et dans les faits, **elle fut d'abord quantitative**. Elle prit la double forme de l'extension géographique et de la multiplication des effectifs. Le passage de la seule université d'Alger et de ses deux annexes d'Oran et de Constantine à une trentaine de villes universitaires puis l'augmentation des effectifs étudiants qui se sont multipliés par 100 entre 1962-1963 et 1995-1996 créèrent toutes les conditions à une ré-appropriation sociale de l'Université et à sa relative massification.

Cette ré-appropriation quantitative se mua, en l'espace de quelques années, en **appropriation qualitative** c'est-à-dire culturelle. Les nouveaux venus amenèrent avec eux les modèles culturels propres à leur région et souvent aussi les modèles des couches plébéiennes dont ils sont souvent issus. C'est ainsi que l'Université éclate en universités fortement régionalisées et que renforce dans cette régionalité l'absence de toute mobilité et même de tout lien entre elles.

Les indices de cette transformation (mutation) culturelle sont partout visibles : dans la langue utilisée, les manières de s'habiller, de vivre en cité, les rapports entre les sexes, le rapport au savoir, aux études et au projet professionnel, les relations pédagogiques, les regroupements et affinités, les choix idéologiques. et politiques.

### III-L'UNIVERSITE AUJOURD'HUI

Se donner les moyens de comprendre l'Université aujourd'hui, c'est tout d'abord refuser d'en rester prisonnier par l'analyse, puisque l'Université ne s'appartient plus et c'est donc l'approcher en tant que produit d'une histoire marquée, dans un premier, temps par la destruction de ses franchises et caractérisée par la suite par l'interventionnisme de l'Etat et les coups de boutoir de la société.

Il faut admettre, cependant, que ni l'Etat modernisateur ni la société majoritaire n'ont trouvé réellement leur compte. Cet Etat s'est trouvé, d'une part, doublé par ses différents appareils et clans en proie à des luttes de pouvoir et par la société qui a profité des brèches ouvertes pour travailler pour son propre compte. C'est pourquoi toutes les mesures prises par l'Etat se sont trouvées, dans les faits, détournées et pourquoi l'université réformée apparaît si méconnaissable aux yeux de ceux-là mêmes qui en avaient élaboré les projets de transformation. Tout ceci montre, encore une fois, les limites des interventions de l'Etat.

Dès lors, l'Université algérienne réellement existante est totalement différente de l'Université prévue par les planificateurs. C'est, bien sûr, l'Université réelle qui nous intéresse. Et celle-ci s'est caractérisée par les éléments suivants :



**1-Une faiblesse organisationnel et une absence de stratégie maîtrisée et qui explique que l'on ait été "surpris" par l'explosion des effectifs.** Cette explosion a posé des problèmes à différents niveaux importants et amoindri la portée de la formation. Sur le plan matériel, par exemple, les conditions d'accueil dans les cités universitaires (hébergement et restauration) et de transport sont des plus déplorables. Dans les cités, souvent inachevées et non équipées, tout souffle, à l'exception de l'esprit. Dans ces déserts culturels, les étudiants laissés à eux-mêmes et désargentés s'initient aux joies de la corruption, et du trabendisme et parfois de la prostitution.

Cette situation a un effet direct sur la tutelle elle-même. Le fameux problème des conditions matérielles des étudiants (transport, hébergement, restauration), partout insoluble, oblige la tutelle ministérielle à lui consacrer une part excessive et disproportionnée de son temps et de ses efforts au dépens d'une réflexion nécessaire sur la stratégie à mettre en œuvre qui soit à la fois une réponse adaptée aux besoins de la société réelle et une prise en compte de ce qui se fait à l'échelle internationale c'est-à-dire loin des pressions ponctuelles ou des calculs politiciens.

**2-une absence flagrante de gestion des universités** au sens plein du terme malgré la multiplication des instances bureaucratiques (la dernière en date étant l'instance académique), et qui n'apparaissent souvent que comme des instances de partage de pouvoir et de privilèges.

**3-Une discrimination prononcée entre universités** dont certaines, à l'intérieur du pays, sont dépourvues des attributs essentiels qui définissent l'université, en particulier dans le domaine de l'encadrement pédagogique.

**4-"une dégradation considérable du niveau de la formation"** (faiblesse quantitative et surtout qualitative de l'encadrement, pauvreté des supports pédagogiques comme les livres ou les revues spécialisées).

**5-L'émergence de nouvelles figures de l'étudiant et de l'enseignant** universitaires plus en adéquation avec les nouvelles réalités parce qu'ils en sont les émanations et départ des anciennes figures.

## IV-STRATEGIES

Les nouvelles réalités universitaires poussent à des révisions, des remises en cause et à l'élaboration de nouvelles stratégies. Celles-ci concernent tout le monde à commencer par l'Etat.

**1-POUR L'ETAT** d'abord qui, sollicité de toutes parts et acculé donne l'impression de se désintéresser de la question universitaire parce que, pour lui non essentielle ou non urgente, et qui aimerait bien pouvoir s'en débarrasser, par exemple, en confiant certaines parties au secteur privé. C'est que l'Etat ne se retrouve plus : il ne voulait pas de tout ce monde qui a grossi en dehors de lui, dont il ne sait quoi faire et dont il devine qu'il est plus porteur de problèmes et de désordre .dans cette population trop nombreuse. Lui qui, jusqu'au début des années quatre-vingt parlait des étudiants comme les futurs cadres de la nation se retrouve aujourd'hui face à une foule menaçante et imprévisible traversée par les courants les plus divers. Son inquiétude est d'autant plus grande qu'il ne peut ni améliorer sensiblement ses conditions de vie et de travail ni offrir à son juvénile enthousiasme une grande tâche d'édification nationale comme il a pu le faire dans les années soixante-dix ni la gagner en lui assurant un emploi stable à la sortie.

**2-POUR LES SECTEURS UTILISATEURS**, c'est la déception qui l'emporte du fait de la médiocrité avérée de la formation des diplômés que leur fournit l'Université. Ils ne peuvent évidemment s'en contenter puisqu'elle a un effet direct sur la production des biens matériels et de service. Les grandes entreprises industrielles, par exemple, acceptent, parce qu'elles n'ont pas le choix, de perdre beaucoup de temps et d'argent pour compléter et adapter la formation de ces diplômés et les rendre rentables.

**3-POUR LES COUCHES SOCIALES**, il y a lieu de distinguer entre couches plébéiennes et couches supérieures:

***a-Pour les couches plébéiennes*** c'est la stratégie de la promotion sociale qui prime. Ce sont ces couches dont l'accès à l'Université est récent qui, seules, continuent à la valoriser et à éprouver de la fierté de voir leurs enfants y arriver. C'est le prestige de la formation supérieure et c'est l'espoir, grâce au diplôme, de sortir de la condition inférieure et d'améliorer leurs conditions d'existence;

**b-Pour les classes supérieures**, il y a deux stratégies complémentaires pour échapper à la médiocrité.

-**une stratégie d'investissement** et d'appropriation de certaines institutions universitaires nobles comme la médecine.

-**une stratégie d'envoi des enfants dans les universités étrangères**, ce qui leur donne les meilleures chances dans la compétition sociale par la suite.

#### **4-POUR LES ETUDIANTS**. Il y a différents cas de figure :

-le cas de ceux qui, à l'instar de leurs parents, voient dans les études et surtout dans le diplôme, un moyen de promotion sociale (couches populaires).

-le cas de ceux qui, en accord avec leurs parents, travaillent à perpétuer la tradition familiale par la sauvegarde de l'héritage. (surtout en médecine)

-le cas des étudiants qui se veulent réalistes et qui ne croient pas en l'Université et en ses diplômes. Pour ceux-ci, l'université constitue une solution d'attente d'autant plus intéressante qu'elle va au-devant des désirs des parents et qu'elle présente l'avantage de les rendre totalement libres. Ceux-là savent que le diplôme, s'il est toujours bon à prendre, ne sera pas d'une grande utilité dans la compétition pour l'emploi et de toutes les manières et dans les meilleurs des cas, il ne peut permettre qu'un poste de fonctionnaire avec un salaire; de misère. Ils guettent alors l'occasion, tout en la préparant, par exemple par la pratique du trabendisme, de partir à l'étranger ou de se mettre à leur compte ou en association dans une activité commerciale qu'ils savent plus rentable que le fonctionariat.

-Pour les filles' surtout de l'Intérieur, l'université de la grande ville a déjà rempli sa mission dans la mesure où elle leur a permis d'échapper à l'enfermement familial dans leur ville de résidence et au contrôle social dans leur petite société, les études étant une des rares raisons admises par les parents pour accepter leur éloignement.. Le problème, pour les étudiantes alors est de faire durer le plaisir et certaines n'hésitent pas, pour retarder le retour dans leur famille, à se faire coller aux examens et à redoubler leur année, à entamer d'autres études ou à les prolonger en s'inscrivant à des thèses ou alors à se trouver des maris dans la grande ville.

## **CONCLUSIONS**

L'université est une institution sociale et elle vit les problèmes de toute la société. Il n'est évidemment pas pensable de la "sauver" seule. C'est une œuvre de reconstruction sociale qui doit être à l'ordre du jour. Mais la re-fondation de l'université algérienne exige d'abord que l'on mette fin à la fuite en avant et à la gestion politique. La reproduction de l'élite nationale et la formation des cadres est une affaire trop importante pour être laissées aux seuls politiques. Cette re-fondation doit partir du constat objectif de ce qu'est l'université aujourd'hui et non de ce que des politiques intéressés disent qu'elle est.